

Adieu...

Peut-être **Sidqi Pacha** nous permettra-t-il de dire adieu, pour un temps, à la **vérité** et à la **liberté**, puisqu'il a bien voulu leur annoncer qu'elles n'ont plus, en Égypte, maison où demeurer ; qu'elles doivent s'en aller, où bon leur semblera. Lorsque les négociations entre nous et les Anglais auront pris fin — qu'elles aboutissent à ce que nous aimons ou à ce que nous redoutons —, lorsque Dieu permettra enfin à Sidqi Pacha de se reposer, alors peut-être vérité et liberté pourront-elles songer à revenir en Égypte. Peut-être leur sera-t-il donné d'y rentrer, ou peut-être en seront-elles écartées, selon les circonstances du moment.

Mais pour l'heure, ce pays leur est devenu hostile, les âmes leur sont fermées ; l'intérêt public et l'intérêt privé commandent qu'elles s'en aillent, qu'elles cherchent refuge ailleurs : en **Palestine**, en **Syrie**, ou au **Liban**. Toutes ces contrées leur feraient bon accueil, les recevraient avec joie, bien que la Palestine soit le théâtre d'un terrible affrontement entre le mensonge du sionisme et le droit des Arabes, entre la domination coloniale et l'aspiration à l'indépendance ; bien que, à Paris, se poursuivent encore des pourparlers pour achever la libération et l'évacuation totales de la Syrie et du Liban.

Rien, cependant, n'empêcherait vérité et liberté de vivre dans ces pays, dont les gouvernements ne les craignent pas, ne les jugent pas dangereuses pour la sécurité, ni gênantes pour le progrès ou pour l'indépendance.

Mais l'affaire de l'Égypte est plus ardue — infiniment plus complexe. Car l'Égypte a, sur les négociations, une opinion différente de celle de son gouvernement ; et puisque ce n'est pas elle qui négociera avec les Anglais, mais le **cabinet de Sidqi Pacha**, il ne lui reste qu'à se plier à la réalité, à supporter ce qu'elle déteste, à consentir à ce qu'elle ne veut pas, jusqu'à ce que la volonté de Dieu s'accomplisse.

Or il n'est pas d'endurance possible, ni de résignation concevable, sans que vérité et liberté ne s'exilent de la vallée du Nil, pour s'installer ailleurs, à l'est ou à l'ouest, jusqu'à la fin des négociations. Durant cet intervalle, le gouvernement pourra dire ce qu'il voudra, faire ce qu'il voudra, révéler aux Égyptiens ce qu'il lui plaît et leur cacher ce qu'il lui plaît ; ordonner à sa guise et interdire à son gré, sans craindre ni contradiction, ni protestation, ni refus.

C'est là une condition essentielle pour que les affaires aillent bon train et que le ministère puisse mener à bien ces négociations libres et indépendantes qu'il a entreprises — libres comme la brise qui souffle dans le ciel, sans obstacle ni entrave. Il est clair, en effet, que **la liberté des négociations exige la restriction de la liberté du peuple**. Deux épées ne peuvent reposer dans un même fourreau. Le gouvernement ne saurait être libre de négocier avec l'Angleterre tandis que le peuple serait libre de le surveiller, de l'interroger, et de lui demander des comptes.

Et puisque ces négociations ont été voulues par le peuple lui-même, la logique des choses veut que le peuple renonce à sa liberté : car celui qui veut la fin doit accepter les moyens. Le but désiré, c'est la négociation ; le moyen nécessaire, c'est la limitation de la liberté.

Ailleurs dans le monde — en Orient ou en Occident, en Palestine, en Syrie, au Liban — on rirait d'un tel raisonnement. Mais les Égyptiens, eux, ne rient pas ; ils le prennent très au sérieux, y voient sagesse pure et vérité totale. Car les Égyptiens sont plus raisonnables que

tous les peuples, plus versés que quiconque dans la philosophie d'Aristote. Et Aristote n'a-t-il pas enseigné depuis longtemps que *qui veut la fin doit vouloir les moyens* ?

Ainsi donc, puisque le peuple désire la négociation, il doit en accepter les conditions naturelles : il doit accorder à vérité et à liberté un congé qu'elles passeront à l'étranger, afin que la nation égyptienne se repose un peu — d'abord de la recherche et de l'examen, ensuite de la contestation et de la critique, enfin de la vigilance et du contrôle. Que le gouvernement, lui aussi, se repose ; que les Anglais également se reposent ; et que, tous, négocient enfin en paix.

Ah ! si les Anglais étaient aussi sages que les Égyptiens ! Ils se seraient épargné bien des erreurs et évités bien des malheurs. Car les Anglais négocient sans cesse — avec les Russes, les Américains, les Français, et tant d'autres — mais ils n'obtiennent rien : leurs négociations finissent toujours, ou eux-mêmes finissent, dans l'échec. Pourquoi ? Parce qu'ils ne comprennent pas les choses comme les Égyptiens.

Ils négocient tout en laissant leur peuple libre, puis s'étonnent d'échouer. S'ils avaient appris de nous que *négociation et liberté ne peuvent coexister*, que l'une chasse nécessairement l'autre ; s'ils faisaient comme nous — suspendant la liberté lorsqu'ils veulent négocier, suspendant la négociation lorsqu'ils veulent être libres — ils réussiraient en tout.

Mais les Anglais sont d'une nature étrange : ils préfèrent la liberté à toute chose, même au succès de leurs négociations, quelles qu'en soient l'importance et la gravité. Ils l'aiment à ce point qu'ils combattent pour elle, affrontant les plus grands périls ; ils la chérissent, mais pour eux seuls — pour tout ce qui habite le sol britannique — et la refusent ensuite aux autres peuples.

J'ai lu, dans un journal français, qu'un député britannique avait déposé à la Chambre des communes une pétition signée par plus de cinquante mille citoyens, réclamant qu'on traite plus humainement les chevaux de mine, et que leur journée de travail ne dépasse pas huit heures. Le journal commentait ironiquement : « Que les Indiens comparent donc, et qu'ils se réjouissent du résultat ! »

Les Anglais, donc, préfèrent la liberté au succès diplomatique ; c'est pourquoi ils n'envoient pas la vérité et la liberté en congé durant leurs négociations sans fin. Ils ne censurent ni *The Times*, ni le *Daily Telegraph*, ni le *Daily Herald* ; ils n'assiègent pas les rédactions, n'assignent pas des procureurs pour jouer les censeurs, ne brûlent pas les journaux, ne noircissent pas les lignes imprimées, ne dictent pas ce qu'il faut publier ou taire.

Aussi échouent-ils sans relâche. Mais ils aiment l'Égypte plus qu'eux-mêmes ; ils se soucient de son bien plus que du leur ; ils veulent sincèrement que leurs négociations avec elle réussissent, même si toutes les autres échouent. Voilà pourquoi ils insistent — avec la meilleure foi du monde — pour que l'atmosphère des négociations soit pure, limpide, sereine ; sans opposition, sans liberté, sans vérité.

Ils auraient volontiers supprimé la liberté de leur propre peuple et de leur presse, si cela avait été possible ; mais la liberté est enracinée dans l'âme britannique : on ne saurait la lui arracher. Alors, faute de pouvoir bâillonner leurs journaux, ils se contentent que **Sidqi Pacha** bâillonne les nôtres : que *al-Wafd*, *al-Miṣrî* et *al-Balâgh* soient confisqués à la place du *Times* et du *Daily Herald*. Quelque chose vaut mieux que rien.

Si l'on ne peut dompter les deux peuples qui négocient, qu'au moins l'un des deux le soit ; et le plus sage des deux est celui qui comprend la nécessité de la soumission, s'incline devant la force et s'abandonne au pouvoir. Et naturellement, le plus sage des deux peuples, c'est l'Égypte : elle comprend la logique d'Aristote, elle sait que qui veut la fin doit accepter les moyens.

C'est pourquoi les Anglais nous exhortent avec sincérité à « purifier » l'atmosphère des négociations : qu'on accorde à vérité et à liberté des vacances, qu'elles aillent respirer l'air du Liban. Et c'est pourquoi nous aussi, sincèrement, nous souhaitons reposer l'Égypte de vérité et de liberté — et reposer vérité et liberté de l'Égypte. Ainsi pourrions-nous vivre, quelques semaines ou quelques mois, dans une humiliation tranquille, une servitude paisible ; contents de cette existence fade et tiède qu'aiment les simples et les naïfs, à qui l'on peut dire que le soleil se lève à l'ouest et se couche à l'est sans qu'ils s'en émeuvent ; qui obéissent quand on leur ordonne, se soumettent quand on leur interdit, et vont où on les mène, persuadés qu'ils comprennent « la nature des choses » et la logique d'Aristote, persuadés que qui veut la fin doit approuver les moyens.

Tout cela est juste, tout cela est réel. Ce qui est étrange, ce qui seul mérite examen, c'est l'interpellation déposée au Sénat par le chef de l'opposition, demandant au Premier ministre d'expliquer la confiscation des journaux et en quoi elle contrevient à la constitution.

Le malheureux ignorait que *la constitution est un moyen, non une fin* ; que les négociations sont plus importantes qu'elle ; que la liberté est un mal nécessaire — tolérable tant qu'elle ne nuit pas, à proscrire dès qu'elle gêne.

Si j'avais été sénateur comme lui, j'aurais su comment répondre ; et j'aurais remercié Sidqi Pacha de son amour pour l'Égypte, de son soin vigilant, de son zèle éclairé à la protéger contre les périls de la vérité et de la liberté, et contre les péchés qu'elles peuvent engendrer.

Je soutiens donc Sidqi Pacha sans réserve. Il faut censurer les journaux, surveiller les citoyens, ramener les Égyptiens à cet âge béni — celui d'il y a seize ans — qu'ils commençaient à oublier : un âge tranquille, sûr, soumis, où l'on vivait heureux ; pour que nous obtenions des Anglais l'évacuation véritable, l'indépendance authentique, et l'unité de la vallée du Nil, de la source à la mer.

C'est mille fois plus précieux que la vérité ou la liberté, que les journaux saisis, que les pertes de leurs propriétaires, que l'ennui des lecteurs à qui l'on dit : « Le *Wafd*, *al-Balâgh*, *al-Misrî* sont confisqués. » Que perdent-ils ? D'autres feuilles leur livreront les nouvelles comme le gouvernement les veut. Certaines s'enrichiront — car on les achètera, bon gré mal gré ; d'autres se ruineront — car on les fuira. Qu'importe ? Comme l'a dit **Aboul-'Alâ' al-Ma'arrî** il y a mille ans :

« La richesse de Zaïd fait la pauvreté de 'Amr. »

Oui, je soutiens Sidqi Pacha sans réserve. Qu'il confisque les journaux rebelles, qu'il favorise les journaux dociles, qu'il fasse marcher le peuple égyptien selon sa volonté plutôt que selon la sienne propre.

Et si j'étais ministre à ses côtés, ou seulement conseiller, je lui dirais : libérez-vous donc, et libérez le pays, et libérez nos alliés anglais de cette *constitution* encombrante que vos

adversaires brandissent contre vous chaque jour. Vous confisquez un journal — on crie à la violation de la constitution ; vous agissez pour la sécurité — même accusation ; vous bougez d'un pas — on vous cite le texte.

N'est-il pas naturel que vous les délivriez, et vous-même, de ce fardeau ? Vous vous préparez aux négociations, et vos ennemis vous distraient par ces débats stériles ! Qu'est-ce qui compte le plus : préparer la discussion ou préparer les réponses ?

D'ailleurs, la constitution subsiste — à moitié éveillée, à moitié endormie : éveillée quand le Parlement siège, endormie quand on le suspend « par nécessité ». Elle vit comme un somnambule : elle se lève la nuit, marche, avance, recule — sans conscience de ce qu'elle fait.

Quel mal y aurait-il donc à la laisser dormir profondément jusqu'à la fin des négociations — qu'elles mènent au paradis ou à l'enfer ? Et si l'intérêt public impose d'accorder des congés à la vérité et à la liberté, pourquoi ne pas accorder les mêmes vacances aux députés et aux sénateurs — et à la constitution elle-même, qu'elle se repose dans un tiroir ?

Que le Premier ministre me croie : son temps est trop précieux pour être perdu en vaines paroles ; l'intérêt national trop sacré pour être sacrifié à la vérité, à la liberté, ou à la constitution. Qu'il se libère — et qu'il libère l'Égypte — de ces mots creux qui n'ont plus de sens.

Je ne lui demande qu'une chose, une seule, modeste ; et je sais qu'il ne nous la refusera pas, car il est trop généreux, trop affable pour cela :

Que **Sidqi Pacha** nous sourie de son doux sourire satisfait, et nous accorde la permission de dire adieu, pour un temps seulement, à **la Vérité, la Liberté, et la Constitution**.

Ṭâhâ Hussein

al-Balâgh, 10 mars 1946